

24 -04- 2006

16 -05- 2006

79778 | 6 | 306

COMMISSION PARITAIRE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES (CP 306)

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 03 AVRIL 2006 DETERMINANT LES STATUTS DU
FOPAS,
LE "FONDS POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI ET LA FORMATION DANS LE SECTEUR DE
L'ASSURANCE"**

Exposé des motifs

La présente convention collective de travail coordonne, actualise et modernise les statuts du FOPAS. Les statuts ont été établis pour la première fois en 1991 et ont été repris dans la convention collective de travail du 21 juin 1999¹. La présente convention annule et remplace cette dernière.

Premièrement, cette convention adapte les statuts du FOPAS de manière à les mettre en conformité avec l'élargissement de ses missions prévu par l'accord sectoriel 2005-2006². En effet, à côté de la mission traditionnelle de formation des groupes à risques, le FOPAS s'est vu confier une nouvelle mission dans le cadre du reclassement professionnel de travailleurs licenciés.

Deuxièmement, elle modernise les statuts en dissociant d'une part le financement du FOPAS des statuts proprement dits. En effet, le financement est temporaire et fait l'objet d'une convention spécifique³ (en général, tous les deux ans) alors que les statuts sont plus stables et conclus quant à eux pour une durée indéterminée.

¹ CCT du 21 juin 1999 portant reconduction d'un fonds dénommé "fonds pour la promotion de l'emploi et la formation dans le secteur de l'assurance" et détermination de ses statuts, Arrêté royal du 5 septembre 2001, Moniteur belge du 6 décembre 2001.

² CCT du 20 décembre 2005 relative à l'accord sectoriel 2005-2006 et la CCT du 20 décembre 2005 relative à la sécurité d'emploi 2005-2006, qui y est annexée.

³ Par exemple, en 2005-2006, le financement du FOPAS a fait l'objet d'une convention sectorielle le 27 septembre 2005, CCT relative au financement 2005-2006 du FOPAS, dans le cadre des groupes à risques.

PREMIÈRE PARTIE : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 - Champ d'application

La présente convention collective de travail s'applique

§1. Aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des entreprises d'assurances ;

§2. Aux travailleurs licenciés par une entreprise ressortissant à la Commission paritaire des entreprises d'assurances et auxquels s'applique un programme de reclassement professionnel organisé au niveau sectoriel et résultant d'une convention collective de travail.

Article 2 - Fonds de formation

Le Fonds, dont les statuts sont arrêtés ci-après, est institué en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

Article 3 - Dénomination et siège

Le "Fonds pour la promotion de l'emploi et la formation dans le secteur de l'assurance", appelé ci-après le FOPAS, a son siège situé dans l'agglomération bruxelloise.

Le FOPAS a été créé à l'origine par la convention collective de travail du 27 juin 1991, conclue au sein de la Commission paritaire des entreprises d'assurances, rendue obligatoire par arrêté royal du 31 mars 1992 (MB du 16 mai 1992).

Article 4 - Objet

L'objet du FOPAS est de :

§1. Promouvoir des activités de formation et d'emploi en faveur des travailleurs faiblement qualifiés ou des futurs travailleurs du secteur (cf. troisième partie de la présente convention);

§2. D'aider à la réinsertion professionnelle de travailleurs licenciés par une entreprise du secteur (cf. quatrième partie de la présente convention).

§3. De financer des projets d'encouragement aux actions positives pour le personnel féminin occupé dans le secteur.

DEUXIÈME PARTIE : FONCTIONNEMENT ET GESTION

Article 5 - Composition du Comité de gestion

Le FOPAS est géré par un Comité de gestion, composé de 10 membres effectifs et d'un nombre égal de membres suppléants.

La moitié de ces membres est désignée par et parmi les membres effectifs et suppléants de la Commission Paritaire des entreprises d'assurances qui représentent les employeurs; l'autre moitié des membres est désignée par et parmi les membres effectifs et suppléants de la même Commission Paritaire qui représentent les travailleurs.

Les membres suppléants remplacent les membres effectifs absents avec les mêmes compétences.

Le mandat de membre effectif ou suppléant prend fin par la dissolution du fonds telle que prévue à l'article 23, par démission, décès, par expiration du mandat à la Commission Paritaire des entreprises d'assurances, ou par suite de la démission donnée par l'organisation responsable. Le nouveau membre termine le mandat de celui qu'il remplace.

Article 6 - Responsabilité des membres

Les membres du Comité de gestion n'ont aucune responsabilité personnelle dans le cadre des engagements du FOPAS. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat d'administrateur qui leur a été confié.

Article 7 - Présidence et secrétariat

Chaque année, le Comité de gestion élit parmi ses membres un Président et un Vice-président.

La présidence et la vice-présidence sont confiées à tour de rôle à une personne qui fait partie d'une organisation syndicale et à une personne désignée par Assuralia.

La personne désignée par le Comité de gestion pour coordonner les activités du FOPAS assure également la charge du secrétariat.

Article 8 - Fréquence des réunions du Comité de gestion

Le Comité de gestion se réunit au moins 2 fois par an au siège du FOPAS.

En outre, le Comité se réunit chaque fois que le Président le juge utile ou à la demande d'une des organisations représentées au Comité.

Article 9 - Quorum de présence

Sauf application du système de procuration visé à l'alinéa suivant, le Comité de gestion ne peut décider valablement qu'en présence d'au moins 10 membres, la moitié des membres appartenant à la délégation des travailleurs, et la moitié des membres appartenant à la délégation patronale.

Un système de procuration est cependant organisé dont les modalités seront définies dans le règlement d'ordre intérieur.

Article 10 - Quorum de vote

Lorsqu'il y a lieu de procéder à un vote, les décisions sont prises à la majorité des voix émises au sein de chacune des délégations. Seuls les membres effectifs ou suppléants ont voix délibérative, compte tenu éventuellement de la procuration visée à l'article 9. Le Comité de gestion établira un règlement d'ordre intérieur, qui définira plus amplement les modalités de son fonctionnement.

Article 11 - Bénéficiaires

Les bénéficiaires potentiels des activités de promotion de l'emploi et de la formation sont définis comme étant les travailleurs qui risquent de perdre leur emploi par manque de connaissance de base, suite aux évolutions technologiques ou aux changements dans l'organisation du travail.

Ces travailleurs peuvent bénéficier, à leur demande, d'une formation adaptée à leurs besoins.

Le Comité de gestion, défini à l'article 5, est seul compétent pour apprécier la recevabilité d'une demande de formation.

Article 12 - Commission de projet

Le Comité de gestion du FOPAS institue une Commission de projet.

La mission de cette Commission est de

- Donner un avis technique et qualitatif sur les projets de formation proposés ; et de
- Donner un avis technique et qualitatif sur les dossiers des demandes de fonds introduits par les entreprises.

Le Comité de gestion établit la composition et les règles de fonctionnement de cette Commission.

Pour bénéficier d'un financement du FOPAS, chaque projet doit être approuvé par le Comité de gestion.

Article 13 - Financement**§1. Perception**

En application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la perception et le recouvrement des cotisations visées ci-après sont assurés par l'Office National de Sécurité Sociale.

§2. Cotisation

Le taux de la cotisation perçue est fixé par convention collective de travail sectorielle spécifique.

§3. Exonération

Le versement des cotisations prévues aux paragraphes précédents exonère les employeurs du secteur de l'assurance de cotiser au fonds interprofessionnel institué par la loi en faveur des groupes à risques.

Article 14 - Limite budgétaire des projets

Les projets financés ne pourront jamais recevoir de montant supérieur au solde des avoirs du FOPAS après apurement des créances pour les projets qui ont déjà été acceptés par le Comité de gestion.

Article 15 - Limite d'allocation

Une entreprise ne peut prétendre sauf accord du Comité de Gestion à une allocation du FOPAS pour un montant supérieur à celui du total de ce qu'elle a versé au titre de cotisation, après déduction de sa quote-part dans les frais d'administration.

Article 16 - Frais d'administration

Les frais d'administration du FOPAS sont fixés chaque année par le Comité de gestion.

Le Comité de gestion peut en cas de besoin couvrir ces frais par les intérêts des capitaux provenant du versement des cotisations et éventuellement, par une retenue opérée sur ces cotisations.

*QUATRIÈME PARTIE : MISSION DE RECLASSEMENT PROFESSIONNEL DU FOPAS***Article 17 - Bénéficiaires**

Les bénéficiaires potentiels d'un reclassement professionnel sont les travailleurs licenciés par une entreprise du secteur auxquels s'appliquent un programme de reclassement professionnel organisé au niveau sectoriel et résultant de la convention collective de travail sectorielle.

Le Comité de gestion, défini à l'article 5, est seul compétent pour apprécier la recevabilité de ces demandes.

Article 18 - Cellule de reclassement

Le Comité de gestion du FOPAS pour la promotion de l'emploi et la formation institue une cellule de reclassement.

La mission de cette cellule est de

- veiller à la mise en place et à la bonne exécution d'un programme de reclassement professionnel des personnes licenciées ainsi que de ;
- donner un avis technique et qualitatif sur les dossiers de reclassement au Comité de gestion.

Le Comité de gestion établit la composition et les règles de fonctionnement de cette cellule.

Article 19 - Financement

Dans le cadre d'un licenciement prévu à l'article 17 des présents statuts, l'employeur du travailleur licencié verse au FOPAS le montant fixé par la convention collective de travail sectorielle. Cette somme fait l'objet d'une comptabilité distincte par rapport aux cotisations destinées aux efforts de formation des travailleurs peu qualifiés (cf. troisième partie des présents statuts).

Sur avis de la Cellule de reclassement, le Comité de gestion décide de l'affectation de ce montant.

Article 20 - Frais d'administration

Le montant des frais d'administration du FOPAS sont fixés par la convention collective de travail sectorielle. Ce montant est prélevé sur le versement fait par l'employeur, prévu à l'article 19.

*CINQUIÈME PARTIE : DISPOSITIONS FINALES***Article 21 - Contrôle**

Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 sur les fonds de sécurité d'existence, modifiée par la loi du 18 décembre 1968, la Commission Paritaire des entreprises d'assurances désignera un expert comptable pour contrôler la gestion du FOPAS. Celui-ci doit faire rapport auprès de cette même Commission Paritaire au moins une fois par an. En outre, il informera régulièrement le Comité de gestion des résultats de son enquête et formulera les recommandations qu'il jugera nécessaires.

Article 22 - Bilan et comptes

L'exercice social s'étend du 1er janvier au 31 décembre.
Les comptes de l'année écoulée sont clôturés le 31 décembre de chaque année. Le Comité de gestion, ainsi que l'expert comptable désigné par la Commission Paritaire des entreprises d'assurances, en vertu de l'article précédent, remettent tous deux à la Commission Paritaire des entreprises d'assurances un rapport écrit concernant l'exécution de leur mission au cours de l'année écoulée. Le bilan, ainsi que les rapports annuels précités, doivent être soumis à l'approbation de la Commission Paritaire des entreprises d'assurances au plus tard dans le courant du 2ème trimestre de l'année civile.

Article 23 - Dissolution

Le FOPAS sera de plein droit dissout lorsque toutes les sommes qu'il avait à gérer auront été affectées et liquidées.

Article 24 - Remplacement de la CCT de 1999

La présente convention collective de travail annule et remplace la convention collective de travail du 21 juin 1999 précitée.

Article 25 - Validité

La présente convention collective de travail entre en vigueur le jour de sa signature et est conclue pour une durée indéterminée sans préjudice des dispositions de l'article 23.

Chaque partie signataire peut dénoncer la présente convention collective de travail moyennant un préavis de six mois.

Ce préavis est adressé, par lettre recommandée à la poste, au président de la Commission paritaire des entreprises d'assurances.

24 -04- 2006

16 -05- 2006

7978 16/306

NR.

PARTIJT AIR COMITÉ VOOR HET VERZEKERINGSWEZEN (PC 306)

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 3 APRIL 2006 TOT VASTSTELLING VAN DE STATUTEN VAN FOPAS, HET "FONDS VOOR DE BEVORDERING VAN DE WERKGELEGENHEID EN DE OPLEIDING IN DE VERZEKERINGSSECTOR"

Memorie van toelichting

Deze collectieve arbeidsovereenkomst coördineert, actualiseert en moderniseert de in 1991 opgestelde statuten van FOPAS, zoals opgenomen in de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 juni 1999¹. Deze cao annuleert en vervangt die laatste.

In de eerste plaats brengt deze overeenkomst de statuten van FOPAS in overeenstemming met de uitbreiding van zijn opdrachten zoals bepaald in het sectorakkoord 2005-2006². FOPAS behoudt immers zijn klassieke opdracht om risicogroepen op te leiden, maar krijgt daarnaast een nieuwe opdracht in het kader van de beroepsherinschakeling van ontslagen werknemers.

In de tweede plaats moderniseert deze cao de statuten door de financiering van FOPAS ervan los te koppelen. De financiering is immers tijdelijk en is het voorwerp van een specifieke overeenkomst³ (doorgaans tweejarig), terwijl de statuten stabiel zijn en, in tegenstelling tot de financiering, voor onbepaalde duur gesloten zijn.

¹ CAO van 21 juni 1999 tot verlenging van een fonds genaamd "fonds voor de bevordering van de werkgelegenheid en de opleiding in de verzekeringssector" en vaststelling van de statuten ervan, koninklijk besluit van 5 september 2001, Staatsblad van 6 december 2001.

² CAO van 20 december 2006 betreffende het sectorakkoord 2005-2006 en de daarbij gevoegde CAO van 20 december 2005 betreffende de vastheid van betrekking 2005-2006.

³ Zo werd de financiering van FOPAS voor 2005-2006 geregeld in een sectorovereenkomst van 27 september 2005, de cao betreffende de financiering van FOPAS voor 2005-2006, in het kader van risicogroepen.

*EERSTE DEEL: ALGEMENE BEPALINGEN***Artikel 1 - Toepassingsgebied**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing:

§1. op de werkgevers en de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het paritair comité voor het verzekeringswezen, en;

§2. op de werknemers die werden ontslagen door een onderneming die onder het paritair comité voor het verzekeringswezen ressorteert, en die in aanmerking komen voor een programma voor beroepsherinschakeling georganiseerd op sectoraal niveau en voortvloeiend uit een collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 2 - Opleidingsfonds

Het fonds, waarvan de statuten hieronder zijn vastgelegd, wordt opgericht met toepassing van de wet van 7 januari 1958 op de fondsen voor bestaanszekerheid.

Artikel 3 - Benaming en zetel

Het "Fonds voor de bevordering van de werkgelegenheid en de opleiding in de verzekeringssector", hierna FOPAS genoemd, heeft zijn zetel in de agglomeratie Brussel.

FOPAS werd oorspronkelijk opgericht door de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 1991, gesloten in het paritair comité voor het verzekeringswezen, algemeen bindend verklaard door het koninklijk besluit van 31 maart 1992 (Staatsblad van 16 mei 1992).

Artikel 4 - Doel

FOPAS heeft tot doel :

§1. activiteiten inzake opleiding en werkgelegenheid te bevorderen ten behoeve van laaggekwalificeerde of toekomstige werknemers van de sector (zie derde deel van deze cao);

§2. mee te werken aan de beroepsherinschakeling van werknemers die door een onderneming van de sector ontslagen worden (zie vierde deel van deze cao);

§3. projecten te financieren ter ondersteuning van de positieve acties voor de vrouwen die in de sector tewerkgesteld zijn.

*TWEDE DEEL : WERKING EN BEHEER***Artikel 5 - Samenstelling van het beheerscomité**

FOPAS wordt beheerd door een beheerscomité dat bestaat uit tien effectieve leden en een gelijk aantal vervangende leden.

De effectieve en vervangende leden van het paritair comité voor het verzekeringswezen, die de werkgevers vertegenwoordigen, kiezen uit eigen rang de helft van de leden van het beheerscomité; de effectieve en vervangende leden die in datzelfde paritair comité de werknemers vertegenwoordigen, kiezen uit eigen rang de andere helft.

Vervangende leden vervangen afwezige effectieve leden met dezelfde bevoegdheden.

Het mandaat van effectief of vervangend lid eindigt met de ontbinding van het fonds zoals bepaald in artikel 23, door ontslag, door overlijden, samen met het mandaat in het paritair comité voor het verzekeringswezen of door ontslag van de verantwoordelijke vakbondsorganisatie. Het vervangende lid beëindigt het mandaat van degene die hij vervangt.

Artikel 6 - Aansprakelijkheid van de leden

De leden van het beheerscomité zijn op geen enkele manier persoonlijk aansprakelijk voor de verbintenissen die FOPAS aangaat. Hun aansprakelijkheid is beperkt tot de uitvoering van het bestuurdersmandaat dat hen toevertrouwd wordt.

Artikel 7 - Voorzitterschap en secretariaat

Elk jaar kiest het beheerscomité uit eigen rang een voorzitter en een ondervoorzitter.

De mandaten van voorzitter en ondervoorzitter worden beurtelings toegewezen aan iemand die deel uitmaakt van een vakbond en iemand die door Assuralia aangewezen wordt.

De persoon die het beheerscomité aanwijst om de activiteiten van FOPAS te coördineren, is ook verantwoordelijk voor het secretariaat.

Artikel 8 - Regelmaat van de vergaderingen van het ~~comité van~~ beheerscomité

Het beheerscomité komt minstens twee keer per jaar in het gebouw van FOPAS bijeen.

Bovendien komt het comité bijeen telkens wanneer de voorzitter dit nodig acht of op verzoek van een van de organisaties die in het comité vertegenwoordigd zijn.

Artikel 9 - Aanwezigheidsquorum

Behoudens de toepassing van de in de volgende alinea vermelde volmachtregeling kan het beheerscomité alleen geldig beraadslagen indien er 10 leden aanwezig zijn, van wie de ene helft moet behoren tot de werknemersafvaardiging en minstens de andere helft tot de werkgeversafvaardiging.

Er wordt echter voorzien in een volmachtregeling, waarvan de voorwaarden vastgesteld worden in het huishoudelijk reglement.

Artikel 10 - Stemquorum

Wanneer er moet worden overgegaan tot stemming, worden de beslissingen genomen bij meerderheid van stemmen uitgebracht binnen elke afvaardiging. Alleen de effectieve of vervangende leden hebben stemrecht, rekening houdend met de eventuele volmacht zoals bedoeld in artikel 9. Het beheerscomité zal een huishoudelijk reglement opstellen, waarin het zijn werkingsvoorwaarden uitvoerig zal beschrijven.

Artikel 11 - Begunstigden

De mogelijke begunstigden van de activiteiten ter bevordering van werkgelegenheid en opleiding zijn de werknemers die, als gevolg van de technologische ontwikkeling of veranderingen in de arbeidsorganisatie, hun betrekking dreigen te verliezen door een gebrek aan basiskennis.

Deze werknemers kunnen op eigen verzoek een opleiding genieten die aan hun behoeften is aangepast.

Alleen het in artikel 5 omschreven beheerscomité is bevoegd om de ontvankelijkheid van een verzoek om opleiding te beoordelen.

Artikel 12 - Projectcommissie

Het beheerscomité van FOPAS richt een projectcommissie op.

De projectcommissie heeft tot opdracht

- technisch en kwalitatief advies te verstrekken over de voorgestelde opleidingsprojecten; en
- technisch en kwalitatief advies te verstrekken over de dossiers voor fondsenaanvragen die de ondernemingen indienen.

Het beheerscomité bepaalt de samenstelling en de werkingsregels van de projectcommissie.

Een project kan alleen een financiering van FOPAS verkrijgen wanneer het door het beheerscomité goedgekeurd is.

Artikel 13 - Financiering**§1. Inning**

Met toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 op de Fondsen voor bestaanszekerheid zorgt de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid voor de inning en de invordering van de hieronder beoogde bijdragen.

§2. Bijdrage

Het bijdragepercentage wordt vastgesteld in een specifieke sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

§3. Vrijstelling

De storting van de in bovenstaande paragrafen vermelde bijdragen stelt de werkgevers van de verzekeringssector vrij van de bijdrage aan het interprofessioneel fonds dat door de wet ten behoeve van de risicogroepen opgericht werd.

Artikel 14 - Financiële beperking

De financiering van een project mag nooit meer bedragen dan het saldo van de tegoeden van FOPAS na aanzuivering van de schuldvorderingen voor de projecten die al door het beheerscomité aanvaard werden.

Artikel 15 - Beperking van de betoelaging

Behoudens goedkeuring van het beheerscomité kan een onderneming van FOPAS geen hogere betoelaging krijgen dan het totale bedrag van de bijdragen die zij gestort heeft, na aftrek van haar aandeel in de administratiekosten.

Artikel 16 - Administratiekosten

De administratiekosten van FOPAS worden elk jaar vastgesteld door het beheerscomité.

Het beheerscomité kan zo nodig deze kosten dekken door de intresten op het kapitaal van de gestorte bijdragen en eventueel door een inhouding op die bijdragen waarvan het bedrag vastgesteld wordt door het beheerscomité.

VIERDEDEEL: OPDRACHT INZAKE BEROEPSHERINSCHAKELING VAN FOPAS

Artikel 17 - Begunstigden

De mogelijke begunstigden van een beroepsherinschakelings-programma zijn de werknemers die door een onderneming uit de sector ontslagen worden en in aanmerking komen voor een beroepsherinschakelings-programma georganiseerd op sectoraal niveau en voortvloeiend uit de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

Alleen het in artikel 5 omschreven beheerscomité is bevoegd om de ontvankelijkheid van dergelijke verzoeken te beoordelen.

Artikel 18 - Herinschakelingscel

Het beheerscomité van FOPAS richt een herinschakelingscel op.

Deze cel heeft tot doel:

- te waken over de invoering en de goede uitvoering van een beroepsherinschakelings-programma voor ontslagen werknemers, alsook,
- het beheerscomité technisch en kwalitatief advies te verstrekken over de herinschakelingsdossiers.

Het beheerscomité bepaalt de samenstelling en de werkingsregels van deze cel.

Artikel 19 - Financiering

Bij een ontslag voorzien in artikel 17 van deze statuten stort de werkgever van de ontslagen werknemer het bedrag vastgelegd door de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst. Dit bedrag wordt volkomen gescheiden van de bijdragen bestemd voor de opleiding van de laaggekwalificeerde werknemers geboekt (zie derde deel van deze statuten).

Op advies van de herinschakelingscel beslist het beheerscomité over de bestemming van dat bedrag.

Artikel 20 - Administratiekosten

Het bedrag van de administratiekosten van FOPAS worden vastgesteld door de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst. Dit bedrag wordt afgehouden van de storting door de werkgever voorzien in artikel 19.

*VIJFDE DEEL: SLOTBEPALINGEN***Artikel 21 - Controle**

Conform artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 op de fondsen voor bestaanszekerheid, gewijzigd door de wet van 18 december 1968, wijst het paritair comité voor het verzekeringswezen een accountant aan die het beheer van FOPAS zal controleren. De accountant rapporteert minstens één keer per jaar aan het paritair comité. Bovendien zal hij het beheerscomité regelmatig op de hoogte brengen van de resultaten van zijn onderzoek en aanbevelingen verstrekken wanneer hij dat noodzakelijk acht.

Artikel 22 - Balans en rekeningen

Het boekjaar loopt van 1 januari tot 31 december.
De jaarrekening wordt op 31 december afgesloten. Ingevolge het vorige artikel overhandigt zowel het beheerscomité als de door het paritair comité voor het verzekeringswezen aangewezen accountant aan het paritair comité voor het verzekeringswezen een schriftelijk verslag over de uitvoering van zijn opdracht tijdens het voorbije jaar. De balans en de voornoemde jaarlijkse verslagen moeten uiterlijk in de loop van het tweede kwartaal van het kalenderjaar ter goedkeuring worden voorgelegd aan het paritair comité voor het verzekeringswezen.

Artikel 23 - Ontbinding

FOPAS wordt van rechtswege ontbonden wanneer alle sommen die het diende te beheren, aangewend en uitbetaald zijn.

Artikel 24 - Vervanging van de CAO van 1999

Deze collectieve arbeidsovereenkomst annuleert en vervangt de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 21 juni 1999.

Artikel 25 - Geldigheid

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op de dag van ondertekening en wordt voor onbepaalde duur gesloten, zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 23.

Elke ondertekenende partij kan deze collectieve arbeidsovereenkomst opzeggen met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden.

Die opzegging moet per ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het paritair comité voor het verzekeringswezen meegedeeld worden.